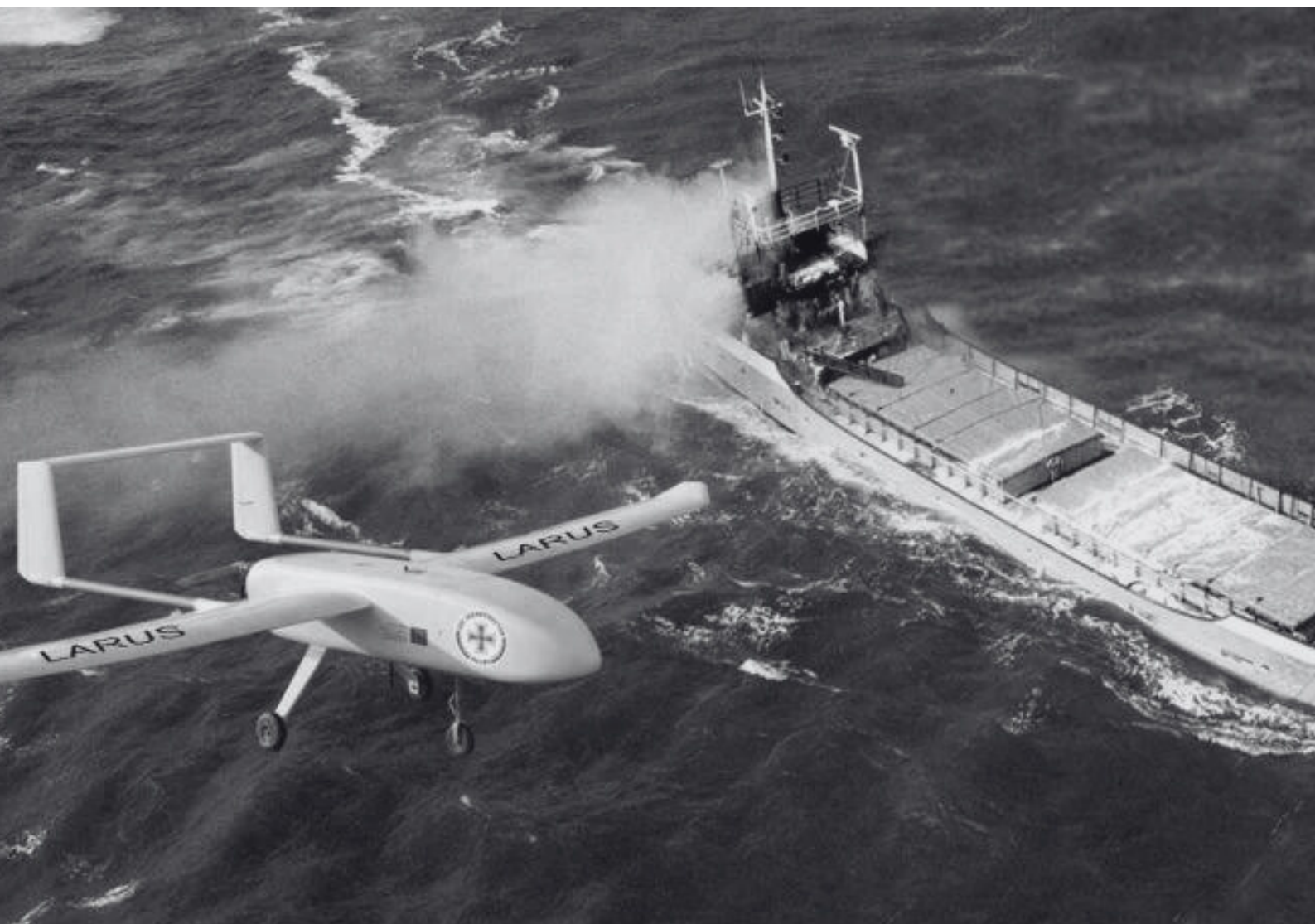


RACONTER L'HISTOIRE DE LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES DE L'UE



CODÉVELOPPÉ PAR :



L'INTRODUCTION

S'attaquer à la gestion et la prévention de la violence aux frontières européennes est un défi stratégique énorme mais nécessaire. Ce guide propose des cadres narratifs, des principes directeurs et des suggestions de langage pour les personnes et les organisations engagés dans ce milieu. Il est le fruit d'un processus de discussion, en ligne et en personne, entre plus d'une douzaine d'organisations travaillant dans le domaine de la justice migratoire en Europe.

SOMMAIRE:

Pourquoi la militarisation des frontières ?	03
Contexte actuel	05
Cadre pour changer l'histoire	08
Raconter l'histoire	10
Sorties : Exemple d'histoire	12



POURQUOI LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES ?

Les frontières extérieures de l'Union européenne deviennent de plus en plus vastes et dangereuses. Depuis longtemps, le régime frontalier en Europe coûte la vie à des personnes, déstabilise des pays au-delà des frontières européennes et donne lieu à des abus généralisés. Toutefois, ces dernières années ont été marquées par un changement radical à la fois dans la rhétorique et dans la politique, avec des mesures telles que l'augmentation sans précédent du budget et des attributions de l'agence des frontières Frontex et de la création d'un nouveau domaine d'action intitulé "Protéger et promouvoir notre mode de vie européen". La Commission a placé un contrôle frontalier coûteux, large et extrêmement violent au cœur de la politique européenne en matière d'immigration, de sécurité et d'affaires étrangères, ce qui a nui plutôt qu'amélioré la stabilité pour tous.

- Frontex augmente la taille et la portée de sa force frontalière militarisée, en développant des technologies de surveillance intrusives. Elle a déjà mené des opérations conjointes avec des États membres de l'UE, au cours desquelles les abus des droits de l'homme et les décès évitables étaient monnaie courante.
- L'UE élargit les accords, également appelés déclarations, avec des États non membres afin de contrôler les migrations au-delà des frontières de l'UE. Ce réseau d'accords avec des pays proches, comme la Libye, la Turquie et avec des régions éloignées comme l'Asie et l'Afrique subsaharienne, conduit directement à des abus généralisés, à la violence et à la mort aux frontières, tout en défigurant la politique étrangère de l'Europe.
- Les gouvernements de certains États membres de l'UE accentuent le niveau de violence à leurs propres frontières et entraînent la politique de l'UE vers des extrêmes.

CETTE NOUVELLE VAGUE DE VIOLENCE FRONTALIÈRE EST DUE À TOUTE UNE SÉRIE DE FACTEURS.

- 1. Augmentation des déplacements** : Tout d'abord, le contexte d'inégalités croissantes, de conflits et de guerres ainsi que le changement climatique ont augmenté le nombre de personnes cherchant à se mettre à l'abri en bénéficiant d'une protection internationale. La réponse de l'UE à cette situation a été la militarisation des frontières.
- 2. Campagne politique** : Deuxièmement, face à la division, à l'affaiblissement des filets de sécurité du bien-être social, à l'aggravation des inégalités et à l'aliénation sociale croissante en Europe, à la réaction sévère de l'extrême droite à l'immigration et à ceux qui exercent leur droit de demander l'asile a poussé les dirigeants de l'UE à réagir de manière défensive en durcissant la politique frontalière.
- 3. Perception des menaces futures** : Troisièmement, les dirigeants européens considèrent de plus en plus les défis mondiaux tels que le changement climatique (et les mouvements qu'il devrait entraîner) comme une menace pour la sécurité qui nécessite une militarisation et une surveillance accrues. (La guerre en Ukraine a intensifié cette dynamique - cependant, elle a également fourni un modèle d'efficacité et de compassion que peut avoir la protection des réfugiés de l'UE lorsque les dirigeants font des choix différents).
- 4. Recherche du profit** : Quatrièmement, une industrie des frontières et de la surveillance comprenant des entreprises d'armement, de technologie et de logistique fait de plus en plus pression en faveur de la militarisation des frontières, alors même que l'UE tente d'encourager une industrie de la sécurité nationale.

CES MESURES ONT DÉJÀ DES CONSÉQUENCES IMPORTANTES, NOTAMMENT :

- L'augmentation du nombre de décès, de blessures et d'autres formes de préjudices graves causés aux personnes en déplacement, conséquence directe ou indirecte de la politique de l'UE, de la politique des États membres et/ou de la politique des pays tiers alliés.
- Le traitement inhumain des personnes à l'intérieur des frontières européennes; en détention, dans le système juridique et aux mains de systèmes de plus en plus inapplicables qui empêchent les personnes d'accéder au droit de demander une protection ou de se déplacer en vue d'une vie meilleure.
- L'utilisation accrue de technologies de surveillance intrusives pour espionner et surveiller les migrants - mais qui prennent la plupart d'entre nous dans leur filet - constitue un dangereux précédent pour les atteintes aux libertés civiles et produit les effets secondaires d'un pouvoir accru et d'une responsabilité réduite pour les forces de police et les forces frontalières militarisées.
- L'accaparement croissant des priorités de l'UE par des intérêts politiques et lucratifs, et le détournement des ressources du bien commun vers la violence frontalière.
- Une réduction de l'espace pour la société civile et l'action humanitaire, comme la criminalisation des travailleurs de la recherche et du sauvetage, parallèlement à l'augmentation du discours politique fondé sur la peur.
- Le détournement des ressources et de l'attention pour ne pas s'attaquer aux causes sous-jacentes des déplacements.



CONTEXTE ACTUEL

Il existe toute une série de récits sur la militarisation des frontières. Ils s'adressent à des publics différents, mais ont généralement le même objectif : justifier la poursuite et l'intensification de la violence frontalière. Ils peuvent globalement être divisés en quatre catégories.

MENACE

La violence aux frontières est justifiée comme une dissuasion contre une menace. On prétend à tort que les personnes qui se déplacent représentent une menace sous une forme ou une autre, qu'elle soit économique (pour l'emploi, les services, etc.) ou culturelle (pour la stabilité politique ou la sécurité). Il s'agit souvent d'une tactique politique intentionnelle visant à détourner l'attention des échecs nationaux dans des domaines tels que l'emploi et les services publics. Par ailleurs, lorsqu'il est plus difficile de présenter les mouvements de population comme une menace, le spectre d'un autre vilain (par exemple les passeurs) est brandi pour masquer les conséquences violentes des choix politiques - et le fait que les passeurs ne pourraient pas tirer profit des voyages dangereux des personnes s'il existait des itinéraires sûrs. L'analyse des risques ou d'autres formes d'expertise sont parfois utilisées pour donner un vernis de neutralité à ces évaluations discriminatoires de la menace. De même, l'opposition à chaque mesure extrême est présentée comme une opposition à toute forme de sécurité.

MORALITÉ

La violence frontalière est justifiée par un appel à la nécessité morale des contrôles frontaliers qui font la distinction entre les personnes "méritantes" et "non méritantes", ou qui "protègent" les citoyens. Un débat sur "qui a le droit d'être ici" sert également à occulter le problème immédiat de la violence aux frontières.

CONTRÔLES HUMAINS

Les technologies de contrôle des frontières sont présentées comme équitables et plus impartiales, et remplissent même une fonction humanitaire. Les nouvelles technologies intrusives sont souvent justifiées à tort comme rendant le système plus aseptisé, plus humain ou potentiellement moins discriminatoire en éliminant les préjugés des gardes individuels. Toute violence reconnue est présentée non pas comme la faute du système frontalier, mais comme celle des migrants eux-mêmes, des passeurs ou des États hostiles qui ont "militarisé" l'immigration. Ceci est, à son tour, étroitement lié au récit de la menace. Les questions sont formulées et les recherches sont commandées de manière à détourner les ressources, y compris les ressources humanitaires, vers des politiques où la violence aux frontières est le résultat le plus probable.

ÉVITEMENT

Compte tenu de l'importance de la question, la caractéristique la plus frappante du discours sur la violence aux frontières est peut-être son absence relative dans le débat public. L'exception à cette règle est l'extrême droite, qui plaide en faveur d'un renforcement des contrôles et de la violence aux frontières. En revanche, la plupart des institutions réellement impliquées dans le contrôle des frontières - la police et les forces armées, Frontex, les organes de l'UE concernés - gardent un profil relativement bas. Il y a quelques exceptions significatives, comme le discours inaugural d'Ursula von der Leyen, qui a à la fois exprimé sa sympathie pour les réfugiés et défendu l'expansion sans précédent de Frontex.

Le fait de "contrer" directement ces récits peut avoir des effets inattendus ; par exemple, les communications qui mettent l'accent sur le fait que les migrants *ne* constituent *pas* une menace ne feront que renforcer les récits existants. Lorsque les récits existants servent à occulter la réalité de ce qui se passe, notre récit doit exposer et énoncer clairement la réalité actuelle en des termes que les personnes peuvent comprendre et auxquels elles peuvent s'identifier.

De nombreux mouvements sont actuellement à l'œuvre dans toute l'Europe pour lutter contre l'expansion des frontières et la militarisation : au niveau national et européen, dans l'ensemble des domaines politiques et dans des domaines tels que l'aide directe et la solidarité, l'engagement politique, la communication, les litiges stratégiques et la défense des droits de l'homme. Cependant, sur le plan narratif, elle est fragmentée et insuffisamment coordonnée. Même si elle n'est pas suffisante en soi, une narration partagée est nécessaire pour faire bouger les choses de manière décisive en faveur de la justice migratoire au niveau européen.

CADRE POUR CHANGER L'HISTOIRE

Les principaux défis stratégiques qui sous-tendent notre approche narrative du changement sont les suivants :

- Le développement d'une vision de haut niveau, ambitieuse mais à moyen terme, pour la justice migratoire dans l'UE. Une série d'objectifs vers lesquels notre travail peut consciemment s'orienter, apportera clarté et précision.
- Remettre en cause les accords d'externalisation conclus avec les pays tiers. Ces accords existent pour gérer, par le biais de l'externalisation, la contradiction entre les engagements de l'Europe en matière de droits de l'homme et la violence à ses frontières. Il est essentiel d'exposer cette contradiction.
- Remettre en question la relation entre la Commission européenne, les autorités concernées et l'industrie, en exposant les relations à but lucratif qui sous-tendent la violence frontalière.
- Remettre en question le discours politique qui justifie la violence aux frontières, tant au niveau européen que dans les principaux États membres.
- Des réponses de communication rapides en cas de situations d'urgence liées aux migrations.
- Faire de la dignité humaine un objectif politique.

La théorie qui sous-tend notre approche est expliquée plus en détail [ici](#), et en ce qui concerne spécifiquement la migration [ici](#). Elle a guidé des projets de changement narratif réussis sur de multiples questions complexes. Pour une étude de cas d'un projet similaire traitant de questions connexes, voir [Race Class Narrative](#).

En bref, les étapes sont les suivantes :

ÉTAPE 1: La façon dont nous abordons les questions définit la façon dont elles sont perçues. Il ne suffit pas de soutenir ou de s'opposer à quelque chose ; nous avons besoin d'une histoire qui explique le problème, désigne les responsables, explique comment nous travaillons ensemble pour gagner et décrit à quoi ressemble la victoire.

ÉTAPE 2:

Pour formuler les questions de manière efficace, il est nécessaire de cartographier et de comprendre les publics qui sont censés être impliqués, leurs opinions et leurs motivations. Sur n'importe quelle question, les groupes d'audience seront divers, mais ils peuvent être divisés en une base (les partisans existants), un milieu (qui partage certaines de nos idées mais pas toutes, ou s'oppose à certaines de nos idées sur une base rationnelle ou autrement mobile), et l'opposition (qui ne sera jamais convaincue).

ÉTAPE 3:

Notre rôle consiste à élaborer des messages qui motivent la base, persuadent le milieu et réduisent l'influence de l'opposition hostile.

Ce tableau établit un lien entre nos trois principaux axes stratégiques et les objectifs de communication proposés, afin de faciliter la sélection des publics clés.

ORIENTATION STRATÉGIQUE	OBJECTIF DE COMMUNICATION
<p>La Commission européenne, les institutions de l'UE et les États membres doivent réglementer strictement les entreprises de surveillance des frontières et supprimer les possibilités de tirer profit de la violence aux frontières. Ce sont ces entreprises, et non les personnes en déplacement, qui sont considérées comme une menace par la majorité des Européens.</p>	<p>Supprimer la licence sociale des entreprises de l'industrie des frontières et de la surveillance (BSI) impliquées dans la violence frontalière ; exposer les conséquences des contrats frontaliers ; garantir la transparence et la responsabilité dans les relations entre la Commission européenne, les institutions de l'UE et l'industrie frontalière.</p>
<p>La Commission européenne doit cesser d'externaliser le contrôle des migrations et proposer des voies d'accès plus sûres et des programmes de réinstallation efficaces pour les personnes qui ont besoin de se déplacer.</p>	<p>Supprimer la licence sociale des entreprises BSI impliquées dans la violence frontalière pour exposer et perturber les relations entre la Commission européenne, les institutions de l'UE et l'industrie frontalière ; faire en sorte que la société civile et le public considèrent l'UE comme responsable du travail qu'elle externalise.</p>
<p>Le débat public en Europe ne se concentre plus sur la migration en tant que menace, mais sur la nécessité de créer des voies d'accès sûres en vue d'une plus grande liberté de circulation. Les gens comprennent les causes profondes et l'implication de l'Europe dans les déplacements forcés.</p>	<p>Démontrer les causes profondes des déplacements, l'implication de l'Europe dans ces déplacements et les solutions proposées. Opposer la violence frontalière à des alternatives pratiques et humaines, en créant l'espace politique nécessaire aux décideurs de l'UE pour légiférer sur des voies d'accès sûres.</p>

À qui nous adressons-nous ?

- **La base de soutien existante** : Les militants de la société civile et de la politique de toute l'Europe qui s'engagent en faveur d'un système d'immigration plus juste et plus humain. Ce groupe doit être inspiré et motivé.
- **Les personnes à convaincre** : Les groupes de la société civile qui s'intéressent à l'immigration mais qui ne sont pas encore engagés, les investisseurs liés aux entreprises de surveillance et de contrôle des frontières, les politiciens de l'UE susceptibles d'être persuadés. Ce groupe devrait être incité à militer et à faire pression sur les personnes au pouvoir.
- **L'opposition** : Ceux qui défendent directement la violence aux frontières ou en tirent profit. Ce groupe devrait voir l'espace pour son approche actuelle se limiter.



RACONTER L'HISTOIRE

Il existe déjà de nombreux guides pour parler de la migration et de la protection des réfugiés de manière plus générale. Le présent document ne contredit ni ne remplace une partie de la littérature existante, mais il s'agit d'un guide de communication spécifique pour parler de la militarisation des frontières européennes. En outre, des guides de messagerie seront nécessaires pour des campagnes spécifiques (par exemple sur l'accord avec la Libye).

1. Décrire ce qui se passe en termes clairs et simples

Ce que nous faisons...

Souvent, nous nous enlisons dans la politique et la complexité, et/ou utilisons un langage auquel il est difficile de s'identifier. Des termes comme "refoulements", par exemple, ne rendent guère justice à l'ampleur de la violence aux frontières européennes que nous constatons. Même des termes comme "droits fondamentaux bafoués" peuvent finir par empêcher les gens de comprendre les droits spécifiques qui sont bafoués.

Ce que nous devons faire...

Nous devrions pointer aussi directement que possible vers les résultats plutôt que vers les processus ; vers les personnes qui sont tuées, blessées, délibérément mises en danger de mort ou de blessure, enfermées ou espionnées en raison de la politique menée.

2. Parler des choix qui sont faits avec nos ressources, en nos noms

Ce que nous faisons...

À l'heure actuelle, de nombreuses personnes considèrent que l'aide aux migrants engendre des coûts et que le contrôle de l'immigration n'en engendre pas. Les défenseurs des droits de l'homme tentent parfois de remédier à cette situation en évoquant le coût et l'inefficacité du contrôle de l'immigration d'une manière peu constructive, comme si des méthodes moins coûteuses et plus efficaces étaient préférables.

Ce que nous devons faire...

Nous devons parler des coûts, mais d'une manière qui permette de relier les questions entre elles et de faire en sorte que la conversation porte sur des choix. L'Union européenne dépense de l'argent et des ressources qui pourraient servir à aider les gens pour leur nuire. En pleine crise énergétique et face à la hausse du coût de la vie, sans parler des problèmes à long terme comme l'urgence climatique, les États choisissent plutôt de construire des armes, des murs et des systèmes de surveillance de plus en plus vastes et coûteux pour contrôler, blesser et tuer les personnes en quête de sécurité. Ces mesures ne s'attaquent en rien aux raisons qui poussent les gens à se déplacer, elles ne font qu'accroître leurs souffrances et creuser les inégalités. Ce sont des choix qui ne profitent à personne, sauf aux profiteurs.

3. Pivoter vers les profiteurs

Ce que nous faisons...

Actuellement, les migrants et ceux qui les aident deviennent les vilains dans le récit sur la migration à cause des récits de menace.

Ce que nous devons faire...

Nous devons nous éloigner des cibles actuelles (les réfugiés, les migrants, ceux qui aident les migrants à se déplacer, les activistes) et pointer du doigt ceux qui bénéficient financièrement et politiquement d'un régime frontalier qui nuit aux personnes des deux côtés de la frontière. Parfois, ceux qui profitent de la violence aux frontières soulèvent également le préjudice réel et authentique causé par les passeurs - préjudice qui ne serait pas possible si les passeurs ne pouvaient pas profiter de l'absence d'itinéraires sûrs qui contraignent les gens à entreprendre des voyages dangereux.

Le problème de fond, ce sont les profiteurs : l'industrie des frontières et de la surveillance, ceux qui font pression pour obtenir des contrats et qui poussent à l'utilisation de technologies plus coûteuses et plus violentes, et les hommes politiques qui font des migrants des boucs émissaires pour détourner l'attention de leurs propres échecs nationaux.

Si rien n'est fait, cette combinaison de politiques destructrices et de profits tirés des deniers publics blessera et tuera davantage de personnes, deviendra de plus en plus irresponsable et exigera toujours plus de chacun d'entre nous. Pour briser ce cycle, nous devons faire en sorte qu'il soit impossible de tirer profit de la violence aux frontières.

4. Pointer vers la politique de deux poids, deux mesures et la menace qui pèse sur les valeurs européennes

Ce que nous faisons...

L'UE investit beaucoup dans l'externalisation de la violence tout en se présentant comme une force humanitaire. En exposant ce processus, on met à mal l'un des principaux mécanismes par lesquels la violence frontalière se produit.

Ce que nous devons faire...

Nous devons dire clairement que l'UE ne peut pas être prise au sérieux lorsqu'elle promeut la démocratie et les droits de l'homme dans le monde alors qu'elle viole régulièrement, et de façon mortelle, ces droits. Les autorités européennes ne peuvent pas simplement éviter cette contradiction, comme elles le font actuellement, soit en poussant les pays non membres de l'UE à faire le sale boulot de l'UE loin des frontières européennes, soit en acceptant les abus des États membres de l'UE. L'Europe doit être cohérente et sérieuse en ce qui concerne ses valeurs et ses convictions.

5. Parler des domaines où nous pouvons gagner et où nous gagnons

Ce que nous faisons...

La migration est un domaine de campagne difficile à traiter, car elle implique une grande souffrance humaine dans des conditions qui vont souvent en s'aggravant. Malgré tout, et à cause de tout cela, mobiliser les gens signifie célébrer les victoires que nous avons remportées et les consolider.

Ce que nous devons faire...

Qu'il s'agisse d'exemples de solidarité en action ou de défis juridiques ou législatifs réussis, les communications du secteur doivent célébrer les victoires, expliquer comment et pourquoi elles se sont produites et les inscrire dans une vision plus large de la manière dont nous faisons avancer la justice en matière de migration.

6. Établir un lien entre la violence frontalière et ses conséquences plus larges

Ce que nous faisons...

Les personnes en quête de sécurité sont celles qui courent le plus grand risque de subir un préjudice immédiat du fait de la militarisation des frontières européennes. Mais il y a aussi des conséquences plus larges, et le fait de les nommer peut faire tomber les divisions entre les migrants et les citoyens, ou les cloisonnements entre les questions des campagnes.

Ce que nous devons faire...

Nous devrions être clairs sur le fait que le filet policier et de surveillance testé d'abord aux frontières menace toutes nos libertés. Les profiteurs de la violence aux frontières sont étroitement liés à l'industrie des combustibles fossiles et à la mauvaise gestion des conséquences du changement climatique. Le rôle des lobbyistes et de l'industrie constitue une menace sérieuse pour la santé de notre démocratie. L'injustice aux frontières contribue à rendre la vie plus difficile pour chacun d'entre nous.

7. Proposer des solutions claires et crédibles

Ce que nous faisons...

Il est souvent plus facile de définir ce à quoi nous sommes opposés que ce que nous défendons, et les défenseurs des droits de l'homme peuvent ne pas être d'accord sur les grandes questions concernant l'avenir des frontières. Cependant, nous devrions pouvoir nous mettre d'accord sur une vision à court terme qui puisse convaincre les gens et pour laquelle ils puissent faire campagne.

Ce que nous devons faire...

Nous pouvons et devons parler de demandes ambitieuses - la démilitarisation des frontières, l'octroi de nouveaux itinéraires de sécurité, la fin des accords frontaliers avec les pays tiers, de solides lignes de responsabilité en matière de droits de l'homme aux frontières, une réglementation stricte de l'industrie des frontières et de la surveillance, la lutte contre les causes profondes des déplacements et l'apport d'un soutien adéquat aux personnes déplacées. Toutes ces mesures sont réalisables. Si nous nous concentrons sur les causes plutôt que sur les conséquences des déplacements, nous pouvons également commencer à résoudre la situation plutôt que de l'aggraver.

8. Centrer le pouvoir et l'expérience des personnes directement touchées par la militarisation des frontières

Ce que nous faisons...

Les personnes touchées par les politiques auxquelles nous nous opposons doivent être au cœur de notre communication.

Ce que nous devons faire...

La communication ne doit pas se limiter à trouver des personnes ayant une expérience vécue pour les interviewer ou à raconter des histoires plus humaines, bien que ces éléments soient également importants. Les personnes concernées devraient plutôt être impliquées dans la conception, l'élaboration, l'examen et, le cas échéant, la mise en œuvre des changements narratifs.

RÉSULTATS : EXEMPLE DE RÉCIT

Un message général simple qui oppose la militarisation des frontières à l'intérêt général.

Des valeurs communes

Nous voulons tous vivre dans des logements sûrs et décents, où nos besoins fondamentaux sont satisfaits et nos droits respectés, afin de pouvoir mener une vie digne et épanouissante.

Nommez ceux qui profitent du problème

Mais à l'heure actuelle, notre argent public, qui devrait être dépensé pour améliorer nos vies, est au contraire remis par les politiciens à des entreprises qui profitent de la situation pour rendre la vie des gens encore plus misérable.

Les entreprises de contrôle des frontières et d'armement ont reçu des dizaines de milliards de la Commission européenne pour l'achat d'équipements militaires et de surveillance, dans le cadre de contrats directs et d'accords douteux avec d'autres pays, qui torturent et qui tuent chaque jour des personnes en quête de sécurité. [utiliser cette phrase pour inclure un exemple local spécifique].

Action et vision collectives

Il s'agit de nos ressources et des crimes commis en notre nom. C'est à nous que nos hommes politiques doivent rendre des comptes, pas aux profiteurs. Lorsque nous refusons d'être divisés par nos origines ou nos frontières, nous pouvons nous rassembler et exiger une Europe où personne ne peut tirer profit de la misère humaine et où, au contraire, nous nous concentrons sur nos problèmes communs - de la crise du coût de la vie à l'urgence climatique - en veillant à ce que nous puissions tous vivre en sécurité sur une planète sûre.

Il s'agit de lignes directrices. Elles sont susceptibles d'être modifiées et se veulent polyvalentes. Il y aura des moments où notre message complet ne sera pas adapté au public. Les communications peuvent être destinées à un large éventail d'objectifs : influencer les législateurs ayant des politiques différentes, encourager les dénonciateurs à se manifester, faire connaître les actions en justice, gagner des arguments face au public dans des régions particulières, dialoguer avec les journalistes, faire campagne pour le boycott des entreprises ou attirer immédiatement l'attention sur des situations d'urgence. En fait, il y aura rarement des occasions où nous pourrions simplement répéter le récit dans son intégralité. Ces lignes directrices ont pour but d'aider les organisations à réfléchir à la manière de structurer des produits spécifiques - interviews, citations de communiqués de presse ou rapports - et de favoriser une réflexion commune sur l'ampleur et la nécessité d'un changement narratif à long terme.